

## Les Travailleur-se-s pour la justice climatique (TJC) marquent des points **Les syndicats des profs de cégeps pour la carboneutralité au travail d'ici 2030**

Les revendications des Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique (TJC) font leur chemin dans le processus de construction du cahier de revendications sectorielles de L'Alliance des syndicats des professeures et des professeurs de cégep (ASPPC) qui regroupe les syndicats affiliés à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et à la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) comptant ensemble 20 500 membres. À leur assemblée générale du 3 mars, la grande majorité des 48 associations présentes ont approuvé l'inclusion de trois demandes des TJC avec quelques correctifs soit des comités paritaires en environnement conventionnés mais sans la demande de libération syndicale, la carboneutralité du milieu de travail d'ici 2030 et non 2040, ce qui est encore mieux, tant au niveau des émissions directes que des émissions indirectes (scope 1, 2 et 3). Quant à la priorisation au moment de la négociation, il n'en est pas question même si plusieurs délégué-e-s en avaient reçu ce mandat de leurs membres.

Un participant, votre serviteur, a fait remarquer sans que ça ne soit relevé que les revendications salariales (indexation, enrichissement) et celles de bonification (ratios, soutien) sont intrinsèquement écologiques-climatiques car les services publics exigent peu d'énergie mécanique-fossile et qu'ils créent des rapports humains-sociaux intrinsèquement anticonsuméristes. Les tâches écoféministes de « prendre soin » sont plus essentielles que la fabrication de la plupart des objets sonnants et trébuchants au cœur de la consommation de masse donc, elles devraient être mieux payées. Une telle prise de conscience renforcerait la détermination des membres et rallierait davantage le soutien populaire. Il a aussi souligné que la gratuité du transport collectif (et le soutien au transport actif) tant pour le personnel syndiqué ou non que pour les étudiant-e-s et autres usagers-usagères s'impose comme extension climatique des services publics tout en faisant remarquer que pour que ça soit pertinent dans les banlieues et régions, il faudrait ajouter « partout jusqu'au moindre village ».

### **Après un premier succès auprès de l'ASPPC, c'est au tour du congrès de la CSN**

La dizaine de participant-e-s à l'assemblée générale des TJC, surtout membres de syndicats de professeur-e-s de cégeps mais aussi de la FAE et d'Unifor ont aussi constaté que ces revendications commencent à pénétrer les syndicats de professeur-e-s d'institutions privées comme le Collège Brébeuf, où elles ont été adoptées, et à servir de référence à UNIFOR. Sur cette lancée, les TJC ont décidé de s'organiser pour présenter au congrès de la CSN à la mi-mai une résolution proposant « *[q]ue la CSN fasse de la transition écologique juste une de ses priorités et y investisse des ressources importantes [...], embauch[e] des conseillères et des conseillers à la transition écologique [... et] cré[e] un Bureau national de la transition écologique* » (texte complet en annexe). Les participant-e-s ont noté qu'il est impérieux que cette résolution soit présentée par des syndicats membres avant le 2 avril. Les membres actifs de Montréal, Lanaudière, Montérégie, Outaouais, Estrie et Laurentides seront relancés à cet effet.

## **L'état des lieux de la mobilisation climatique au Québec avec ses hauts et ses bas**

L'Assemblée a aussi fait certaines modifications à ses statuts entre autres pour la composition de sa coordination et surtout pour discuter de l'état de la mobilisation climatique au Québec. On a constaté la modestie de la [manifestation communautaire de Montréal pour le climat](#) de la fin février malgré des apports de l'extérieur. Par contre, on s'est réjoui de sa radicalité par ses slogans associant justice climatique et justice sociale et surtout qu'elle visait, par la destination de sa marche soit la tour de la Bourse, le Centre du commerce mondial qu'elle a occupé.

La même coalition communautaire, appuyée par celle étudiante, est au cœur de l'organisation des manifestations du Jour de la terre le 22 avril prochain qui auront lieu à Montréal, Québec et probablement à Rimouski. Les revendications seront les mêmes que lors de [la manifestation du 23 septembre dernier](#) à une modification près devant certaines réticentes à propos de la date de 2030 pour la sortie du pétrole. En résulte qu'on revendique une sortie complète et urgente des énergies fossiles ainsi que la taxation de la richesse pour un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux. Il est trop tôt pour savoir si les centrales syndicales et le Front commun pour la transition énergétique y participeront.

De son côté, tout en préparant pour la fin mars une semaine d'éducation populaire en vue de la mobilisation du Jour de la terre, la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) et ses alliés s'est donné comme but audacieux d'organiser pour le printemps 2024 une grève générale illimitée (GGI) en proposant un peu cocassement qu'elle se limite dans un premier temps à une semaine. Cependant, deux jours complets d'assemblée générale sur le mode de la recherche du consensus n'ont pas abouti à un corpus de revendications autre que revendiquer une charte nationale pour la justice climatique et une convention nationale sur le climat. La coordination de TJC a émis un avis défavorable par crainte de récupération politique par la CAQ tandis que l'expérience française de la convention ne fut pas un succès sauf pour le pouvoir en place. La recherche du consensus aboutit bien souvent à des revendications bidons pour plaire à tout le monde et qui finalement ne plaisent à pas grand monde sauf aux personnes les plus modérées et finissent par s'avérer démobilisantes.

**Marc Bonhomme, 5 mars 2023**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

-----

Annexe : Proposition des TJC pour le congrès de la CSN

CONSIDÉRANT la nécessité d'atteindre la carboneutralité en 2050, au plus tard, pour éviter un dérèglement climatique catastrophique.

CONSIDÉRANT le risque que les transformations nécessaires des milieux de travail se fassent, si elles sont pilotées par l'État et le patronat, au détriment des droits des travailleuses et des travailleurs.

CONSIDÉRANT la possibilité, pour le mouvement syndical, d'utiliser ses capacités de négociation pour mettre de l'avant une transition écologique qui soit porteuse d'une réelle justice sociale.

Il est proposé:

- Que la CSN fasse de la transition écologique juste une de ses priorités et y investisse des ressources importantes, par exemple:

En s'assurant que l'ensemble des élu.e.s de la CSN aient des formations sur:

- La crise climatique et le déclin de la biodiversité.
- Les meilleures façons d'adapter ou de transformer les différents secteurs d'emploi pour les rendre respectueux de l'environnement.
- Les différents enjeux liés à la justice climatique: droits humains, droits des peuples autochtones, responsabilité internationale, solidarité intergénérationnelle, inégalités sociales, etc.
- Les politiques publiques les plus susceptibles de faire du Québec une nation écologique.

En embauchant des conseillères et des conseillers à la transition écologique, dont le mandat serait de:

- Réfléchir aux meilleures façons d'atteindre la carboneutralité dans chacun des secteurs de travail, dans le respect des droits des travailleuses et des travailleurs.
- Proposer des clauses de justice climatique pouvant s'intégrer aux conventions collectives.
- Collaborer avec les autres acteurs du mouvement écologique afin de promouvoir la vision de la justice climatique développée par la CSN auprès des membres, des gouvernements et de l'ensemble de la société québécoise.

En créant un Bureau national de la transition écologique, au sein duquel les membres et les personnes conseillères salariées qui travaillent sur ces enjeux au sein de chacune des fédérations et des conseils centraux puissent se coordonner et partager les résultats de leur travail.